Résister aux pollutions industrielles dans un espace transnational :

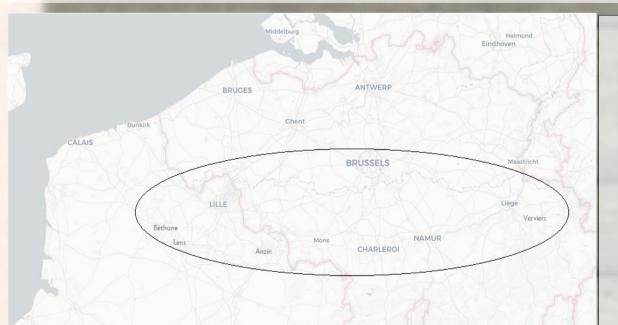
Nord-Pas-de-Calais et Belgique actuels, années 1770 – 1870

Samy Bounoua, doctorant contractuel en histoire environnementale, sous la direction Philippe Darriulat, ULille, IRHiS, CNRS, UMR 8529

La « question environnementale » : une histoire conflictuelle de la première industrialisation dans un espace transnational

Si la conscience environnementale est particulièrement forte aujourd'hui, le rejet de la pollution et de la détérioration de l'environnement a une longue histoire. Durant celle-ci, l'industrialisation a été une étape majeure : la mécanisation, l'organisation rationnelle du travail dans les fabriques et l'emploi d'une quantité de plus en plus grande d'énergie a permis l'accroissement de la production, mais aussi celui de la pollution. Le nord de la France et la Belgique ayant été précocement industrialisés, ils ont connu très tôt ce qu'on pourrait appeler la « question environnementale ». À partir des années 1770, de plus en plus de médecins s'interrogent sur la nocivité du charbon de terre, tandis que les territoires d'exploitation de la houille se transforment en « pays noirs ». Le charbon est encore loin d'être l'énergie dominante, mais les sources de pollutions se multiplient : fabriques d'acide, ateliers textiles, usines métallurgiques ... Dans cette recherche, il s'agit d'étudier comment s'est développée une culture de l'opposition face aux conséquences environnementales de

l'industrialisation, et ce malgré le triomphe de l'idéologie industrialiste.



L'exhaustivité étant impossible, nous nous focaliserons sur cet espace où s'est concentrée une grande partie de l'industrie (charbonnages, métallurgie, textile, chimie, etc.) durant la période étudiée.

Les habitants face aux fabriques : un tombereau de plaintes

Sous l'Ancien Régime, la régulation des pollutions se fait à l'échelle locale : les édiles cherchent à limiter la pollution en éloignant des villes les établissements potentiellement nuisibles à l'environnement et à la santé.

Université de Lille





Mais avec les progrès de l'industrie, à la charnière des XVIII^e et XIX^e siècles, l'État français a décidé de centraliser la régulation des pollutions. Cette régulation a pour fondement le décret du 15 octobre 1810, qui oblige les capitaines d'industrie à demander une autorisation administrative avant de créer une fabrique. Ce décret donne aux habitants de l'Empire napoléonien (dont la Belgique fait partie) la possibilité de se plaindre des pollutions industrielles en adressant des pétitions aux autorités locales (la législation est adaptée en Belgique après 1815). Le premier motif de récrimination est l'odeur, associée à un danger sanitaire, mais on se plaint aussi de l'enlaidissement des villes. Outre les pétitions, les mémoires d'habitants sont une source précieuse pour notre étude. Ainsi, à la fin de notre période, le journaliste Hippolyte Verly regrette dans ses *Tablettes d'un bourgeois de Lille* le Roubaix du début du XIX^e siècle, cet « humble village au milieu des champs dorés et des prés verts [...] »



Roubaix sous

l'Ancien Régime, in

SANDERIUS,

Flandria illustrata,

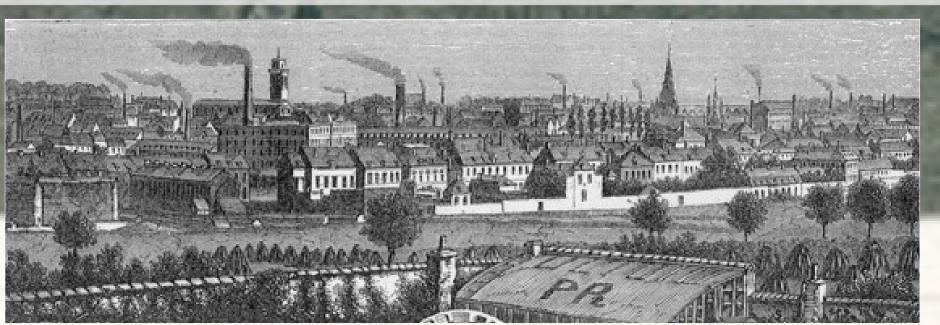
XVIIe siècle

(archives

municipales de

Roubaix).

En l'espace d'une soixantaine d'année, l'industrie a complètement changé la face de ce qui fut naguère une « tranquille oasis » :
« [...] partout où l'industrie se développe, le pittoresque s'efface, les arbres s'étiolent et l'humanité aussi. [...] » Roubaix serait même le laboratoire d'une défiguration universelle : « [...] la passion politique et la manie des alignements semblent coalisées pour bouleverser notre pauvre planète, de sorte qu'il faut se tenir pour content si chaque génération ne fait pas table rase de tout ce qu'a laissé la précédente ... »



Roubaix au milieu du XIX^e siècle (archives départementales du Nord).

Certains écrivains craignent même que l'industrialisation à outrance cause un effondrement environnemental et civilisationnel, comme en témoignent ces derniers mots d'une nouvelle anonyme parue dans la *Revue belge* en 1840 : « et après la fin du monde, à quoi servirait les hauts fourneaux ? »

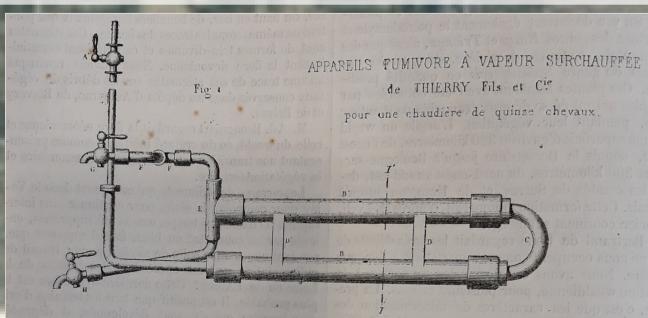
Un combat perdu d'avance?

Malgré tout, le fait est qu'une grande partie de la population a intérêt à ce que l'industrie se développe, car elle apporte travail et richesse. Ainsi, les fumées des usines sont souvent vues de manière positive, car elles symbolisent le « progrès ».



Papier à en-tête représentant la filature de Dautremer à Lille, 1857 (archives départementales du Nord). Une vision laudative des fumées.

Par ailleurs, les élites politiques, économiques et industrielles font souvent preuve d'optimisme face aux pollutions. Alors que dans les années 1860, en France comme en Belgique, la législation contre les nuisances est allégée, des solutions technologiques sont promues pour désenfumer et assainir les villes : le « fourneau fumivore », censé « brûler la fumée » avant qu'elle ne s'échappe, en est une illustration.



La science pittoresque illustrée, Paris, 1863 (archives départementales du Nord).

Bref, notre thèse fait écho à des enjeux contemporains : le refus de la pollution, en dépit de l'impératif de croissance économique. Si l'histoire ne se répète pas, elle peut aider à éclairer le présent.